

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MAI 1913.

NATURALISATION ORDINAIRE.

Demandes des sieurs Cyrille Andreiu et André-Marie-Joseph des Hays de Gassart,
juges au Congo belge.

RAPPORTS ET PROJETS DE LOI

PRÉSENTÉS, AU NOM DE LA COMMISSION, PAR M. VAN CLEEMPUTTE.

I.

N° 3035. — *Demande du sieur Cyrille ANDREIU.*

MESSIEURS,

Le sieur Andreiu, né à Braïla (Roumanie), sollicite la naturalisation ordinaire. Il est actuellement juge au tribunal d'Elisabethville (Katanga).

M. Andreiu résidait, dans le royaume, depuis le 31 décembre 1903 ou dès le début de janvier 1904; il s'y était marié le 17 septembre 1904.

De certificats émanés des bourgmestres de Schaerbeek, de Bruxelles, d'Anvers, d'Ixelles, de Saint-Josse-ten-Noode, il résulte ce qui suit : M. Andreiu a été « inscrit » à Schaerbeek le 31 décembre 1903, et a été « rayé » des registres, le 19 septembre 1904, « rayé pour Bruxelles »; il a été inscrit aux registres de cette ville, le 5 octobre 1904, et rayé des registres, le 23 novembre 1904, pour Anvers; inscrit dans cette ville le 10 décembre 1904, il a été rayé, le 12 avril 1905, pour Ixelles; inscrit à Ixelles à cette époque, il a été rayé pour Saint-Josse-ten-Noode, le 14 septembre 1905; inscrit en cette commune le 18 septembre et rayé pour Bruxelles le 16 décembre 1907; inscrit aux registres de cette ville, à cette époque, il a été rayé pour Schaerbeek le 10 novembre 1908; il y a été inscrit, avenue Claeys, 58, le 23 novembre 1908, comme y résidant.

Le 13 septembre 1904, M. Andreiu s'était marié à Schaerbeek. Il avait conquis, à l'Université de Genève, « le grade légal comportant le droit

d'exercer la profession d'avocat en Suisse »; notamment à Berlin, à Paris, à Bruxelles, il avait continué ses études de droit; après avoir subi les épreuves exigées par la loi belge, il obtint, en vertu d'un Arrêté royal du 15 février 1906, l'autorisation d'exercer, en Belgique, la profession d'avocat; il prêta serment, le 11 avril 1906, et fut inscrit au Barreau de la Cour d'Appel de Bruxelles.

Mais, vers la fin de l'année 1906, il se rendit au Congo. Par décret de S. M. Léopold II, Roi des Belges, Souverain de l'État Indépendant du Congo, en date du 7 avril 1908, il fut nommé magistrat de l'État congolais avec rang dans la hiérarchie à la date du 15 janvier 1908. Il rentra en Belgique le 4 octobre de la même année.

Après le traité de cession, M. Andreiu fut, en vertu de l'article 18 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, nommé, par arrêté royal, en date du 13 mars 1909, juge-suppléant près le tribunal de 1^{re} instance de Lukafu, titre qui comporte l'exercice effectif de fonctions judiciaires. Il alla résider au Congo belge.

Avant son départ, il sollicita, de la Législature belge, la naturalisation et, suivant acte reçu par M^e Pierret, notaire à Ixelles, le 30 mars 1909, enregistré, il donna pouvoir d'accomplir, en son nom, les formalités requises par nos lois pour l'acquisition de la qualité de Belge.

* * *

Le requérant, depuis 1904, s'était établi dans notre pays, pour y achever sa destinée; il s'était attaché à la Belgique comme à sa patrie; c'est la Belgique qu'il a voulu servir au Congo, avant comme après la cession.

Mais, a-t-il en *Belgique* une résidence réelle pendant cinq ans; y a-t-il eu résidence légale, pendant les cinq dernières années, conformément à la jurisprudence de la Législature belge?

Le Congo, avant le traité de cession et la loi d'approbation en date du 18 octobre 1908, était, à l'égard de la Belgique, un État *étranger*.

La résidence de M. Andreiu, au Congo, jusqu'à cette date, est donc sans effet pour l'obtention de la naturalisation du chef d'une résidence en Belgique pendant les cinq dernières années.

Mais le sollicitant peut-il se prévaloir d'une résidence au Congo belge, depuis le 15 novembre 1908, date à laquelle, en vertu de la cession, la Belgique a assumé l'exercice de la souveraineté?

En vertu de l'article 1^{er} du traité de cession, et de son article 4, en vertu de la loi d'approbation du 18 octobre 1908 et de l'arrêté royal du 15 novembre 1908 pris en vertu de ces actes, la Belgique a obtenu la *souveraineté*, et assumé l'exercice de la *souveraineté*, sur les *territoires* de l'État indépendant du Congo. Mais l'unité de la souveraineté a-t-elle, au regard des actes législatifs que nous venons de rappeler, pour conséquence que celui qui réside au Congo réside en Belgique ou est censé résider en Belgique, particulièrement en ce qui concerne l'acquisition de la qualité de Belge par la naturalisation?

La question pourrait être posée en termes plus généraux : est-ce que, non pas au point de vue international, au point de vue des relations entre États, des relations entre souverainetés, mais au point de vue civil, administratif, répressif, judiciaire, le territoire de la colonie est assimilé au sol belge, au territoire belge proprement dit? Nous nous bornerons à considérer l'application des articles 1-4 de la loi de 1881 régissant la naturalisation ; mais, d'elle-même, la question se lie à des principes d'une portée plus étendue.

* * *

Aux termes des articles 1, 2, 3 de la Constitution belge révisée :

« La *Belgique* est divisée en provinces »... ; le texte en fait l'énumération.
« Il appartient à la loi de diviser, s'il y a lieu, le territoire en un plus grand nombre de provinces. »

« Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois *particulières*...

» Les subdivisions des provinces ne peuvent être établies que par la loi.

» Les limites de l'État, des provinces et des communes ne peuvent être changées ou rectifiées qu'en vertu d'une loi. »

Le Congo belge est-il une province de la Belgique?

* * *

Comme le rappellent les rapports présentés à la Chambre des représentants et au Sénat, la législature belge, faisant la loi sur le Gouvernement du Congo belge, devait se conformer à la disposition constitutionnelle.

Or, l'article 1^{er} de la loi du 18 octobre 1908 porte :

« Le Congo belge a une personnalité distincte de celle de la métropole.

» Il est régi par des lois particulières. »

Le rapport de la Commission du Sénat commente cet article en ces termes particulièrement dignes d'attention :

« L'article 1^{er} du projet énonce un principe dont les conséquences sont des plus importantes : le Congo belge a une personnalité distincte de celle de la métropole.

« Le Congo belge n'est pas la Belgique et il ne s'identifie pas avec elle ; il n'en constitue pas une province.

» Les indigènes du Congo seront sujets belges ; ils ne deviennent pas citoyens belges ; ils pourront acquérir cette qualité par la naturalisation ou par un mode d'acquisition de la nationalité belge à régler par la loi.

» Les lois qui régissent la Belgique ne sont pas applicables à la colonie ; celle-ci sera régie par des lois particulières, par des lois spéciales qui devront être appropriées aux besoins matériels et moraux de la colonie... La colonie aura donc son autonomie, son existence propre. »

Comme l'observent des commentateurs, la Constitution et les lois belges ne sont point d'elles-mêmes applicables au Congo belge, même en ce qui concerne certaines garanties dites de droit naturel. (Art. 2, 3 de la loi du 18 octobre 1908.)

Quant aux droits civils, les Belges, les Congolais immatriculés dans la colonie et les étrangers jouissent de tous les droits civils reconnus par la législation du *Congo belge*.

... Les indigènes non immatriculés du Congo belge jouissent des droits civils qui leur sont reconnus par la législation de la colonie et par leurs coutumes... (Art. 4.)

Le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, le pouvoir judiciaire sont constitués, fonctionnent pour le Congo belge, séparément, et en vertu de dispositions spéciales, d'après des principes différents des principes de nos institutions — (articles 6, 7, 11, 16, 17, 19, 20 de la loi du 18 octobre 1908.)

Les décisions judiciaires, rendues en matière civile ou en matière commerciale, par les tribunaux siégeant dans la colonie, et les sentences arbitrales exécutoires au Congo, n'ont l'autorité de la chose jugée et la force exécutoire, en Belgique, que si elles y sont rendues exécutoires par les tribunaux de Belgique; il en est de même quant à la force exécutoire, en Belgique, des actes authentiques exécutoires dans la colonie; les conditions, auxquelles les décisions rendues et les actes reçus ou passés au Congo, peuvent être déclarées exécutoires par les tribunaux de Belgique, sont presque identiquement les conditions exigées par nos lois pour l'exequatur des décisions et des actes *étrangers* (art. 29).

Quiconque poursuivi pour une infraction commise *dans la colonie* sera trouvé en Belgique, y sera jugé par les tribunaux belges *conformément à la loi pénale coloniale*... La Chambre des mises en accusation (juridiction de Belgique) pourra, dans certaines conditions, *renvoyer l'inculpé devant la juridiction coloniale*...

Quiconque poursuivi pour une infraction commise *en Belgique* sera trouvé sur le territoire de la colonie, *sera livré à la justice belge pour être jugé conformément aux lois belges*.

Ce sont, en une certaine mesure, des « extraditions ».

Quand une infraction consiste en faits, accomplis en partie sur le territoire belge et en partie sur le territoire colonial, elle sera *considérée* comme ayant été commise en Belgique.

S'il y a plusieurs co-auteurs, dont les uns sont trouvés sur le *territoire belge* et les autres sur le *territoire colonial*, les tribunaux belges sont seuls compétents. (Art. 30.)

En toutes matières, la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes domiciliées ou *résidant dans la colonie* est soumise, en Belgique, aux règles générales relatives à la signification des actes destinés aux personnes domiciliées ou *résidant à l'étranger*.

.....
Réciproquement, la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires destinés à des personnes domiciliées ou *résidant en Belgique*, est soumise, dans la colonie, aux règles générales relatives à la signification des actes destinés aux personnes domiciliées ou *résidant à l'étranger*. (Art. 31.)

Les décrets, règlements et autres actes en vigueur dans la colonie conservent

leur force obligatoire, sauf les dispositions qui sont contraires à la présente loi et qui sont abrogées. (Art. 36.)

On a déjà vu (article 7, alinéa 2) que « le Roi exerce le pouvoir législatif par voie de décrets », en ce qui concerne le territoire colonial. L'alinéa 3 dispose que « aucun décret n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans les formes prescrites par décret. *Indépendamment de cette publication*, il sera, dans le mois de sa promulgation, inséré au *Moniteur belge*. »

Est-ce que cette autonomie, cette existence propre, ces pouvoirs, ces juridictions, leur exercice, la législature spéciale, la législation propre, ces règles et ces modes particuliers d'exécution, de signification, de poursuite et de jugement, la jouissance de droits civils déterminés et garantis par des lois particulières et locales, ne sont pas propres, spéciaux, particuliers à un *territoire*? N'est-ce pas ce terme qui est employé par le législateur belge dans la loi organique du 18 octobre 1908, notamment aux articles 6, 30, 31? Précisément en ce qui concerne la résidence, l'article 6, alinéa 2, ne dit-il pas... « les personnes résidant sur le *territoire* de la colonie? » et l'article 31 ne dit-il pas « résidant dans la colonie? »

*
* *

La jurisprudence fournit déjà des décisions qu'on ne peut passer sous silence.

« Attendu qu'il existe une séparation absolue entre la législation de la Belgique proprement dite et celle du *territoire belge congolais*; qu'aux termes des articles 1^{er} combinés de la Constitution belge et de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge, celui-ci a une personnalité distincte de celle de la métropole; les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières. »

Le tribunal en conclut que les associations, jouissant de la personnification civile sur le territoire congolais en vertu d'une loi du Congo, n'en jouissent pas sur le territoire belge. » (Jugement du tribunal de Charleroi, 21 juin 1912. *Pas.*, 1912, 3, 258. Dans le même sens, jugement du tribunal de Bruxelles, 18 avril 1912, *Pas.* 1912, 3, 174.)

Cette dernière décision renferme le considérant que voici : « Les deux décrets (concernant la personnification civile de certaines associations) sont dépourvus de force légale en Belgique et il ne peut pas leur être reconnu en *territoire belge* plus d'autorité que s'ils formaient la loi d'un *pays étranger*. »

*
* *

Naturellement, les magistrats de la colonie doivent y *résider*. Article 30 du décret du 21 avril 1896.

*
* *

On a vu que les « décrets, règlements et autres actes en vigueur dans la *colonie* conservent leur force obligatoire »...; cela s'entend du *territoire congolais*. (Art. 36 de la loi du 18 octobre 1908).

Parmi ces décrets, ces lois, une place importante appartient au Code civil congolais demeuré la législation du Congo belge et confirmé, à ce titre, par l'article 4 de la loi du 18 octobre 1908.

Or, ce code (décret du 4 mai 1895) régit, à titre de loi locale, le domicile et la résidence. Celle-ci, d'ailleurs, est de sa nature « un *fait matériel* qui se rattache à la présence physique dans un lieu *déterminé* » ; « on appelle résidence le lieu où une personne demeure habituellement » ; « le *fait* de l'habitation ordinaire en tel ou tel lieu ». (AUBRY et RAU, IV^e édit., § 141, p. 577. *Pand. belges*, v^o Résidence, n^o 2. — GALOPIN, n^o 101. — ARNTZ, tome I, n^o 189.)

La loi congolaise, régissant *ce fait local* (livre II, titre IV) dispose, article 56 :

« A défaut de domicile dans l'Etat, la résidence actuelle en produit les effets.

» La *résidence* est le lieu où une personne a sa *demeure habituelle*. »

D'après la législation du Congo, des formalités importantes peuvent être accomplies à la « *résidence* » ; celle-ci détermine la compétence : voyez, articles 60 et 64, livre I, Justice pénale. — Justice civile, ordonnance approuvée par le décret du 12 novembre 1885, art. 5, n^o 3 ; art. 9, n^o 6. — Ordonnance approuvée par décret du 19 décembre 1906. — Proc. civ., section I, article 1, alinéa 5. D'ailleurs, l'article 56 précité du titre IV, livre II du Code civil congolais, dispose, en termes généraux : « A défaut de domicile dans l'Etat, la *résidence actuelle* en produit les effets. »

* * *

Le rapport précité de M. Claeys Bouuaert au Sénat ne résoud-il pas, indirectement du moins, la question d'application.

Ce rapport s'exprime en ces termes :

« Les indigènes du Congo sont sujets belges ; ils ne sont pas citoyens belges ; ils pourront *acquérir cette qualité* par la *naturalisation* ou un autre mode d'acquisition de la nationalité belge à régler par la loi. »

N'en résulte-t-il pas que l'indigène, quoique résidant au Congo belge, doit, pour devenir citoyen belge, obtenir sa naturalisation en Belgique, c'est-à-dire conformément à la loi belge, et que sa résidence au Congo est inopérante, même à son égard, indigène, habitant, du Congo belge ?

S'il en est ainsi de l'indigène, d'un *sujet belge*, n'en est-il pas ainsi à plus forte raison d'un étranger, Roumain, qui n'est ni Belge, ni Congolais ?

Remarquons que l'Etat Indépendant du Congo n'a pas été annexé à la Belgique : le Souverain absolu a, par traité, cédé sa souveraineté des territoires qui en étaient l'objet. C'est ce que dit expressément l'article 1^{er} du traité : « Sa Majesté le Roi-souverain déclare céder à la *Belgique* la *souveraineté des territoires* composant l'Etat Indépendant du Congo, avec tous les droits et obligations qui y sont attachés. L'Etat belge déclare accepter la cession... »

L'article 4 dispose : « La date à laquelle la *Belgique* assumera l'exercice de son droit de *souveraineté* sur les *territoires* visés à l'article 1^{er} sera... »

Il y a, en quelque sorte, une succession de la Belgique, telle que celle-ci est

constituée, au pouvoir du souverain absolu du Congo, sur le territoire de celui-ci, mais non une annexion pure et simple faisant, du territoire annexé une partie intégrante du territoire de l'Etat « *annexant* » et, des indigènes du Congo, des nationaux belges.

C'est au nouveau souverain qu'il appartient désormais de disposer, notamment au sujet des droits civils, de la nationalité, des droits civiques des Congolais.

Or, pas plus que le Traité, la loi organique du 18 octobre 1908 ne dispose à ce sujet en aucune manière.

Cependant, la Commission du Sénat, le Sénat, la Commission de la Chambre, la Chambre, le législateur belge, ont-ils jamais entendu que les Congolais, habitants des forêts équatoriales, fussent, du chef de cette résidence, naturalisés et devinssent Belges à l'égal des étrangers établis en Belgique et en contact avec nos lois, nos institutions, nos mœurs ?

*
* *

Comment, satisferaient-ils à la condition de résidence exigée par notre loi sur la naturalisation en Belgique, alors que notre loi sur la naturalisation ne leur est pas applicable, et que leur résidence au Congo y est régie, y est caractérisée, produit des effets juridiques d'après leur loi propre ?

Aux termes de l'article 60 de la loi électorale modifiée du 30 avril 1910 (*Moniteur* du 4 mai 1910), le *Belge*, qui exerce à l'étranger des fonctions conférées par le Gouvernement, ou qui s'est établi pour une durée limitée dans la *Colonie belge* du Congo, est inscrit ou maintenu sur les listes électorales de la commune où il avait, au moment de sa nomination ou de son départ pour la colonie, sa *dernière* résidence d'un an au moins.

Le législateur n'a-t-il pas entendu que ce *Belge* avait quitté sa résidence de Belgique ?

*
* *

La loi belge de 1881 sur la naturalisation exige la *résidence*. Si la résidence exigée pour l'octroi de la grande naturalisation, laquelle confère tous les droits *politiques*, doit être de plus longue durée que la résidence exigée pour l'octroi de la naturalisation ordinaire, elle n'en diffère pas de sa nature. Le législateur ne définit pas. Mais personne ne doute qu'il ne faille une habitation réelle, constante, de laquelle résulte que le résidant s'est habitué à nos lois, à nos institutions, à nos mœurs, s'attache au pays et s'est préparé à en devenir citoyen. Cela ne suppose-t-il pas une résidence effective en Belgique même ?

Encore une fois, le Législateur de 1908, a-t-il entendu assimiler ces étrangers résidant en Belgique aux habitants des territoires congolais sur lesquels nous avons obtenu la Souveraineté, et par conséquent assimiler ces étrangers aux indigènes congolais et admettre ces derniers à la grande naturalisation sans résidence en Belgique ?

*
* *

Conséquemment, il est tout au moins douteux que la résidence au Congo puisse être assimilée à la résidence en Belgique.

Quelles que soient les opinions des membres de la Commission et de la Chambre au sujet de la question, la Commission constate que, d'après la jurisprudence de la Législature, il n'est pas nécessaire de trancher le problème par une décision qui ne constituerait pas d'ailleurs une loi interprétative mais un acte législatif *sui generis et d'espèce*.

En effet, le Parlement a, sans opposition, octroyé, par disposition spéciale, la naturalisation ordinaire à certaines personnes même lorsque, demeurant en pays absolument étranger, elles n'avaient pas leur résidence en Belgique : le législateur les dispensa formellement de la condition de résidence; des dispositions pareilles ont été prises notamment en faveur de Limbourgeois Néerlandais employés du chemin de fer du Grand Central.

Un cas particulièrement topique fut celui du sieur Louis-Auguste Turck, employé aux chemins de fer ottomans, résidant dans la Turquie d'Europe; il était né en Belgique, son père était né en Belgique et avait servi dans l'armée belge, mais était Westphalien d'origine. Sur le rapport de l'honorable M. Ouverleaux, la Commission, conformément à des précédents, conclut comme il suit: « Dans ces conditions, la Commission ne peut que soumettre à la Chambre un projet spécial portant octroi de la naturalisation avec dispense de la condition de résidence dans les cinq dernières années. » (Doc. de la Chambre des Représentants 1901-1902, n° 94). Les deux Chambres ont adopté sans opposition et le Roi a sanctionné.

M. Andreiu s'était établi et marié en Belgique; il y exerçait la profession d'avocat en vertu d'une autorisation du Gouvernement belge; il a voulu servir et a servi la Belgique au Congo avant et depuis la cession à la Belgique; pendant plusieurs années il résida en Belgique; il n'est point parti pour occuper, dans la colonie belge, les fonctions auxquelles il a été définitivement nommé depuis la cession, sans solliciter la naturalisation, sans solliciter le titre de citoyen belge.

La Commission préfère s'en référer aux précédents cités; elle a l'honneur de vous proposer d'octroyer la naturalisation ordinaire à M. Andreiu, avec dispense, *pour autant que de besoin*, de la condition de résidence pendant les cinq dernières années.

Le Président-Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEEMPÛTTE.

PROJET DE LOI.

Vu la demande de Cyrille ANDREIU, juge au tribunal d'Elisabethville (Congo belge), né à Braïla (Roumanie), le 13 juillet 1874, tendant à obtenir la naturalisation ordinaire ;

Attendu que le pétitionnaire a justifié de la condition d'âge exigée par l'article 3 de la loi du 6 août 1881 et qu'il y a lieu de le dispenser de la condition de résidence imposée par ledit article ;

Attendu que les formalités prescrites par l'article 6 de la même loi ont été observées ;

ARTICLE UNIQUE.

La naturalisation ordinaire est accordée à Cyrille ANDREIU.

WETSONTWERP.

Gezien de aanvraag van Cyriel ANDREIU, rechter bij de rechtbank te Elisabethville (Belgische Congo), geboren te Braïla (Rumenië) den 13ⁿ Juli 1874, strekkende tot het verkrijgen van het gewoon burgerschap ;

Aangezien de verzoeker het bewijs heeft geleverd, dat hij voldoet aan de ouderdomsvoorwaarde, vereischt door artikel 3 der wet van 6 Augustus 1881, en dat er reden bestaat om hem te ontslaan van de voorwaarde van verblijf, door gezegd artikel opgelegd ;

Aangezien de voorschriften van artikel 6 derzelfde wet werden nageleefd ;

EENIG ARTIKEL.

Gewoon burgerschap wordt verleend aan Cyriel ANDREIU.

II.

N° 3454. — *Demande du sieur André-Marie-Joseph des Hays de Gassart.*

MESSIEURS,

Le sieur des Hays de Gassart, né à Saint-Paul-de-Courtonne (France), le 20 avril 1875, sollicite la naturalisation ordinaire.

Inscrit aux registres de la population d'Anderlecht le 15 octobre 1906, il partit en 1907 pour le Congo où il est actuellement juge-suppléant au tribunal de Lusambo.

Il a épousé le 8 octobre 1904, à Bruxelles, une femme de nationalité belge.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en France et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

M. des Hays de Gassart se trouve dans les conditions que la Commission a étudiées et caractérisées en examinant la demande de M. Andreiu.

Il était établi dans notre pays; il s'y est marié; il s'y attachait comme à une nouvelle patrie; il a servi la Belgique au Congo, par l'exercice de fonctions judiciaires, avant et après la cession de la Souveraineté à l'Etat belge; avant de partir pour occuper au Congo le poste auquel il a été nommé, il a demandé la naturalisation, persuadé, comme M. Andreiu, qu'il pouvait devenir citoyen du pays qu'il servait.

La Commission a l'honneur de vous proposer, comme elle le propose pour M. Andreiu, de lui accorder la naturalisation ordinaire avec dispense de résidence pendant les cinq dernières années.

Le Président-Rapporteur,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

PROJET DE LOI.

Vu la demande de André-Marie-Joseph DES HAYS DE GASSART, juge-suppléant au tribunal de Lusambo (Congo belge), né à Saint-Paul-de-Courtonne (France), le 20 avril 1875, tendant à obtenir la naturalisation ordinaire;

Attendu que le pétitionnaire a justifié de la condition d'âge exigée par l'article 3 de la loi du 6 août 1881 et qu'il y a lieu de le dispenser de la condition de résidence imposée par ledit article;

Attendu que les formalités prescrites par l'article 6 de la même loi ont été observées;

ARTICLE UNIQUE.

La naturalisation ordinaire est accordée à André-Marie-Joseph DES HAYS DE GASSART.

WETSONTWERP.

Gezien de aanvraag van Andreas-Maria-Jozef DES HAYS DE GASSART, plaatsvervangend rechter bij de rechtbank te Lusambo (Belgische Congo), geboren te Saint-Paul-de-Courtonne (Frankrijk) den 20ⁿ April 1875, strekkende tot het verkrijgen van het gewoon burgerschap;

Aangezien de verzoeker het bewijs heeft geleverd, dat hij voldoet aan de ouderdomsvoorwaarde, vereischt door artikel 3 der wet van 6 Augustus 1881, en dat er reden bestaat om hem te ontslaan van de voorwaarde van verblijf, door gezegd artikel opgelegd;

Aangezien de voorschriften van artikel 6 derzelfde wet werden nageleefd;

EENIG ARTIKEL.

Gewoon burgerschap wordt verleend aan Andreas-Maria-Jozef DES HAYS DE GASSART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MEI 1913.

GEWOON BURGERSCHAP

Aanvragen van de heeren Cyriel Andreiu en Andreas-Maria-Jozef des Hays
de Gassart, rechters in Belgisch-Congo.

VERSLAGEN EN WETSONTWERPEN

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VAN CLEEMPUTTE.

MIJNE HEEREN,

I.

N^o 3033. — *Aanvraag van den heer CYRIEL ANDREIU.*

MIJNE HEEREN,

De heer Andreiu, geboren te Braïla (Rumenië), vraagt gewoon burgerschap aan. Hij is thans rechter bij de rechtbank van Elisabethville (Katanga).

De heer Andreiu had zijne verblijfplaats in het Rijk sedert 31 December 1903 of sedert het begin van Januari 1904; hij trad er in het huwelijk den 17ⁿ September 1904.

Uit bewijsschriften, afgeleverd door de burgemeester van Schaarbeek, Brussel, Antwerpen, Elsene, Sint-Joost-ten-Oode blijken de volgende feiten: de heer Andreiu werd in de registers van Schaarbeek ingeschreven den 31ⁿ December 1903 en uit die registers geschrapt den 19ⁿ September 1904, voor Brussel; hij werd aldaar ingeschreven den 5ⁿ October 1904 en uit de registers geschrapt den 23ⁿ November 1904, voor Antwerpen; in deze laatste stad « ingeschreven » den 10ⁿ December 1904, werd hij er « geschrapt » voor Elsene den 12ⁿ April 1905; alsdan ingeschreven te Elsene, werd hij er « geschrapt » voor Sint-Joost-ten-Oode den 14ⁿ September 1905; in deze gemeente « ingeschreven » den 18ⁿ September 1905 en « geschrapt » voor Brussel den 16ⁿ December 1907; alsdan « ingeschreven » in de registers van deze stad, werd hij geschrapt voor Schaarbeek den 10ⁿ November 1908;

hij werd er ingeschreven Claeyslaan, 58, den 23^e November 1908, als aldaar verblijvende.

De heer Andreiu trad in het huwelijk te Schaerbeek den 13^e September 1904. Ter Hoogeschool van Geneve verwierf hij «den wettelijken graad die het recht geeft, het beroep van advocaat uit te oefenen in Zwitserland»; met name te Berlijn, te Parijs, te Brussel zette hij zijne rechtsstudiën voort; na de door de Belgische wet vereischte examens te hebben afgelegd, werd hij, krachtens een koninklijk besluit van 15 Februari 1906, gemachtigd tot het uitoefenen van het beroep van advocaat in België; hij legde den eed af den 14^e April 1906 en werd ter Balie van het Hof van Beroep te Brussel ingeschreven.

Doch, omtrent het einde van 1906, begaf hij zich naar Congo. Bij decreet van Z. M. Leopold II, Koning der Belgen, Souverein van den Onafhankelijken Congostaat, dd. 7 April 1908, werd hij benoemd tot magistraat van den Congostaat met opneming in de rangorde te rekenen van 13 Januari 1908. Hij keerde in België terug den 4^e October van hetzelfde jaar.

Na het verdrag tot afstand werd de heer Andreiu, krachtens artikel 18 der wet van 18 October 1908 op de Regeering van Belgisch-Congo, bij koninklijk besluit van 15 Maart 1909 benoemd tot plaatsvervangend rechter bij de rechtbank van eersten aanleg te Lukafu, titel welke de werkelijke uitoefening van gerechtelijke ambten meebrengt. Hij vestigde zijn verblijf in Belgisch-Congo.

Vóór zijn vertrek verzocht hij de Belgische Kamers hem het burgerschap te verleen en, volgens akte verleden voor Mr. Pierret, notaris, te Elsene, den 30^e Maart 1909, geregistreerd, gaf hij volmacht om de formaliteiten, door onze wetten vereischt tot het verkrijgen van den staat van Belg, in zijnen naam te vervullen.

*
* * *

De verzoeker had zich voor zijn leven in ons land gevestigd sedert 1904; hij had hij zich aan België gehecht als aan zijn vaderland; zoowel vóór als na den afstand was het België, dat hij in Congo wilde dienen.

Had hij echter in België eene werkelijke verblijfplaats gedurende vijf jaren; had hij er, gedurende de laatste vijf jaren, ingevolge de rechtspraak van de Belgische Wetgeving, eene wettelijke verblijfplaats?

Vóór het verdrag tot afstand en de wet tot goedkeuring, dd. 18 October 1908, was de Congo, tegenover België, een *vreemde* Staat.

Het verblijf van den heer Andreiu in Congo tot op dezen dag komt dus niet in aanmerking tot het bekomen van het burgerschap uit hoofde van een verblijf in België gedurende de laatste vijf jaren.

Kan de verzoeker echter steunen op een verblijf in Belgisch-Congo sedert 15 November 1908, dag waarop België, krachtens het verdrag tot afstand, de uitoefening van de souvereiniteit op zich genomen heeft?

Krachtens het eerste artikel van het verdrag tot afstand en artikel 4 daarvan, krachtens de wet tot goedkeuring van 18 October 1908 en het koninklijk besluit van 15 November 1908 genomen ter uitvoering van deze

akten, bekwaam België de *souvereiniteit* en belastte het zich met het uitoefenen van de *souvereiniteit* op het *grondgebied* van den Onafhankelijken Congostraat. Heeft echter de eenheid van de *souvereiniteit*, ten aanzien van bedoelde akten der wetgeving, ten gevolge, dat hij, die zijn verblijf heeft in Congo, in België verblijft of geacht wordt in België te verblijven, inzonderheid wat betreft het verwerven van den staat van Belg door middel van het burgerschap?

De vraag kan in meer algemeene bewoordingen gesteld worden : is, niet in internationaal opzicht, niet ten opzichte van de betrekkingen tusschen staten, van de betrekkingen tusschen *souvereiniteiten*, maar wel in burgerrechtelijk, administratief, strafrechtelijk, gerechtelijk opzicht, het grondgebied van de kolonie gelijkgesteld met den Belgischen grond, met het eigenlijk Belgische grondgebied? Wij zullen er ons bij bepalen, de toepassing van de artikelen 1-4 der wet van 1881, die het burgerschap beheerschen, na te gaan; doch op zich zelf is de vraag verbonden aan beginselen van eenen veel grooteren omvang.

* *

De artikelen 1, 2, 3 van de herziene Belgische Grondwet luiden :

« België is in provinciën verdeeld » ...; de tekst somt deze provinciën op.

» Door de wet kan, zoo het noodig blijkt, het grondgebied in een grooter getal provinciën worden verdeeld.

» Koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten, die België mocht verwerven, worden door *bijzondere* wetten beheerscht...

» De onderverdeelingen der provinciën mogen alleen door de wet bepaald worden.

» De grenzen van den Staat, van de provinciën en van de gemeenten mogen slechts krachtens eene wet veranderd of gewijzigd worden. »

Is Belgisch-Congo eene Belgische provincie?

* *

Zooals het in herinnering wordt gebracht door de verslagen, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers en bij den Senaat ingediend, moest de Belgische wetgeving, toen zij de wet op de Regeering van Belgisch-Congo maakte, de grondwettelijke bepaling in acht nemen.

Nu, artikel 1 der wet van 18 October 1908 luidt :

« Het Belgische Congoland heeft eene persoonlijkheid, onderscheiden van die van het moederland.

» Het wordt door afzonderlijke wetten beheerscht ».

Het verslag van de Senaatscommissie verklaart dit artikel in de volgende bewoordingen, die vooral de aandacht waardig zijn :

« Artikel 1 van het ontwerp drukt een beginsel uit, waarvan de gevolgen hoogst gewichtig zijn : het Belgische Congoland heeft eene persoonlijkheid, onderscheiden van die van het moederland.

« Belgisch-Congo is niet België en vereenzelvigt zich daarmee niet; Belgisch-Congo is niet eene provincie daarvan.

« De inboorlingen van Congo zullen Belgische onderdanen zijn ; zij worden niet Belgische burgers ; zij kunnen dezen staat verkrijgen door het burgerschap of door een andere, bij de wet te bepalen wijze van verkrijging der Belgische nationaliteit.

« De wetten, die België beheerschen, zijn niet van toepassing op de kolonie ; deze zal worden beheerscht door eigen wetten, door bijzondere wetten welke zullen moeten aangepast zijn aan de stoffelijke en zedelijke noodwendigheden der kolonie. De kolonie zal dus hare zelfstandigheid, haar eigen bestaan hebben. »

Zooals sommige verklaarders het deden opmerken, zijn de Grondwet en de Belgische wetten niet op zich zelf van toepassing op Belgisch-Congo, *zelfs wat betreft zekere waarborgen, steunende op het natuurlijk recht.* (Art. 2, 3 der wet van 18 October 1908.)

Wat de burgerlijke rechten betreft, genieten de Belgen, de in de kolonie ingeschreven Congoleezen en de vreemdelingen al de burgerlijke rechten, erkend bij de wetten van het *Belgische Congoland*.

...De niet ingeschreven inboorlingen van het Belgisch Congoland genieten de burgerlijke rechten, hun toegekend door de wetgeving der kolonie en door hunne gebruiken... (art. 4).

De wetgevende macht, de uitvoerende macht, de rechterlijke macht zijn gevestigd, werken voor Belgisch-Congo, afzonderlijk, en krachtens bijzondere bepalingen, volgens beginselen verschillend van de beginselen onzer instellingen (art. 6, 7, 11, 16, 17, 19, 20 der wet van 18 October 1908).

De rechterlijke beslissingen in burgerlijke zaken of in handelszaken, uitgaande van de rechtbanken gevestigd in de kolonie, en de scheidsrechterlijke uitspraken, in Congo uitvoerbaar, hebben in België slechts kracht van gewijsde en zijn er slechts van rechtswege uitvoerbaar, zoo zij aldaar uitvoerbaar zijn verklaard door de Belgische rechtbanken; evenzoo, wat betreft de uitvoerbaarheid, in België, van authentieke akten die in de kolonie uitvoerbaar zijn; de vereischten, mits welke de in Congo gewezen beslissingen en in Congo verleden of opgemaakte akten kunnen uitvoerbaar worden verklaard door de Belgische rechtbanken, zijn nagenoeg dezelfde als die, welke door onze wetten zijn opgelegd voor de uitvoerbaarverklaring der beslissingen en akten uit *den vreemde* (art. 29).

Al wie, vervolgd wegens een *in de kolonie* gepleegd misdrijf, in België wordt gevonden, zal er voor de Belgische rechtbanken terechtstaan, *overeenkomstig de koloniale strafwet*. ...De Kamer van inbeschuldigingstelling (Belgisch rechtscollege) kan, in zekere omstandigheden, *den beklaagde naar de koloniale rechtsmacht verwijzen*.

Al wie, vervolgd wegens een *in België* gepleegd misdrijf, wordt gevonden op het grondgebied der kolonie, zal aan de Belgische rechtbanken overgelegd worden om er te worden gevonnist overeenkomstig de Belgische wetten.

In zekere mate zijn dit « uitleveringen. »

Bestaat een misdrijf in daden, die gedeeltelijk zijn gepleegd op *Belgisch*

grondgebied en gedeeltelijk op *het grondgebied der kolonie*, dan wordt het *beschouwd* als gepleegd in België.

Zijn er verscheidene mededaders, en vindt men enkele hunner op *Belgisch grondgebied* en enkele anderen op *het grondgebied der kolonie*, dan zijn alleen de Belgische rechtbanken bevoegd (art. 30.)

In alle zaken is de beteekening van gerechtelijke en van buitengerechterlijke akten, bestemd voor personen die hunne woonplaats of hun *verblijf hebben in de kolonie*, in België onderworpen aan de algemeene regelen betreffende de beteekening van de akten, bestemd voor personen die hunne woonplaats of *hun verblijf in den vreemde hebben*.

Wederkeerig is de beteekening van gerechtelijke en van buitengerechterlijke akten, bestemd voor personen die hunne woonplaats of *hun verblijf in België* hebben, in de kolonie onderworpen aan de algemeene regelen betreffende de beteekening van de akten, bestemd voor personen die hunne woonplaats of *hun verblijf in den vreemde* hebben. (Art. 31.)

De decreten, reglementen en andere akten, die van toepassing zijn in de kolonie, behouden hunne verbindende kracht, met uitzondering van de bepalingen die in strijd zijn met deze wet en ingetrokken worden. (Art. 36.)

Men stelde reeds vast (art. 7, 2^{de} lid), dat « de Koning de wetgevende macht uitoefent door middel van decreten », wat betreft het grondgebied der kolonie. Het 3^{de} lid bepaalt « dat een decreet eerst verbindend is na zijne bekendmaking in den vorm voorgeschreven *bij decreet. Behalve deze bekendmaking*, wordt het, binnen de maand na zijne afkondiging, opgenomen in het *Belgisch Staatsblad* ».

Deze zelfstandigheid, dit eigen bestaan, deze bevoegdheden, deze rechtsmachten, hunne werking, de bijzondere wetgeving, de eigene wetgeving, deze bijzondere regelen en wijzen van uitvoering, van beteekening, van rechtsvervolging en van vonnissen, het genot van burgerlijke rechten bepaald en gewaarborgd door bijzondere en plaatselijke wetten, zijn die niet eigen aan en niet bijzonder bestemd voor *een grondgebied*? Is het niet deze uitdrukking, welke de Belgische wetgever bezigt in de organieke wet van 18 October 1908, met name in de artikelen 6, 30, 31? Wordt, wat betreft het verblijf, door artikel 6, 2^{de} lid, niet bepaald... « de personen op het *grondgebied der kolonie* verblijvende? » en luidt het in artikel 31 niet : « die hun verblijf hebben in de kolonie? »

* * *

De rechtspraak leverde reeds beslissingen, welke men niet stilzwijgend mag voorbijgaan.

« Overwegende, dat er eene volstrekte scheiding bestaat tusschen de eigenlijk gezegde wetgeving van België en deze van het Belgisch *grondgebied* in *Congoland*; dat, naar luid van de artikelen 1 der Belgische Grondwet en der wet van 18 October 1908 op de Regeering van Belgisch-Congo, dit land eene persoonlijkheid heeft, onderscheiden van die van het moederland; dat de koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten, die België mocht verwerven, door afzonderlijke wetten worden beheerscht. »

De rechtbank besluit daaruit, dat de vereenigingen, die de rechtspersoonlijkheid hebben op het grondgebied van het Congoland krachtens eene Congoleesche wet, bedoelde rechtspersoonlijkheid niet hebben op Belgisch grondgebied.» (Vonnis der rechtbank te Charleroi, 21 Juni 1912. *Pas.*, 1912, 3, 258. In denzelfden zin, vonnis der rechtbank te Brussel, 18 April 1912. *Pas.*, 1912, 3, 174.)

In dit laatste vonnis komt de volgende overweging voor : « Beide decreten (betreffende de rechtspersoonlijkheid van sommige vereenigingen) hebben in België geene kracht van wet en op het Belgisch *grondgebied* kan daaraan niet meer gezag worden gehecht dan indien zij de wet van een *vreemd land* uitmaakten. »

* *

De magistraten van de Kolonie moeten er natuurlijkerwijs *verblijven*.
Art. 30 van het decreet van 21 April 1896.

* *

Reeds stelden wij vast dat « de decreten, reglementen en andere akten, die in werking zijn *in de kolonie*, hunne verbindende kracht behouden » ; hier wordt bedoeld het Congoleesch grondgebied. (Art. 36 der wet van 18 October 1908.)

Onder deze decreten, deze wetten, komt eene voorname plaats toe aan het Congoleesche Burgerlijk Wetboek, dat het wetboek van Belgisch-Congo is gebleven en als zoodanig werd bevestigd door artikel 4 der wet van 18 October 1908.

Welnu, dit wetboek (decreet van 4 Mei 1895) beheerscht, als plaatselijke wet, de woonplaats en de verblijfplaats. Deze is, overigens, uit haren aard « een materieel *feit* dat in verband staat met de aanwezigheid van een persoon in eene *bepaalde* plaats » ; « men verstaat door verblijfplaats de plaats waar iemand gewoonlijk woont » ; « *het feit*, dat men in deze of gene plaats gewoonlijk woont » (AUBRY EN RAU, IV^e uitg., § 141, bl. 577. *Pand. Belges*, v^o Résidence, n^o 2. — GALOPIN, n^o 101. — ARNTZ, deel I, n^o 189.)

De Congoleesche wet, *dit plaatselijk feit* beheerschend (boek II, titel IV), bepaalt bij artikel 56 :

« Bij gebrek aan woonplaats in den Staat, heeft het huidige verblijf de uitwerkselen daarvan.

« De *verblijfplaats* is de plaats waar iemand zijn *gewone woning heeft*. »

Volgens de Congoleesche wetgeving kunnen belangrijke formaliteiten ter « *verblijfplaats* » worden vervuld ; deze bepaalt de bevoegdheid : zie de artikelen 60 en 64, boek I, Strafrechtbanken. — Burgerlijke rechtbanken, ordonnantie goedgekeurd door het decreet van 12 November 1885, artikel 5, n^o 3 ; artikel 9, n^o 6. — Ordonnantie goedgekeurd door het decreet van 19 December 1906. — Burg. Rechtsvord., Afdeeling I, eerste artikel, 5^{de} lid. Overigens, bedoeld artikel 56 van titel IV, boek II, van het Burgerlijk Wetboek van Congoland, bepaalt in algemeene bewoordingen :

« Bij gebreke aan woonplaats in den Staat, heeft *het huidige verblijf* de uitwerkselen daarvan. »

* *

Wordt door voormeld verslag van den heer Claeys-Boüaert in den Senaat de quaëstie van de toepassing niet opgelost, althans op onrechtstreeksche wijze?

Dit verslag luidt als volgt :

« De inboorlingen van Congo zijn Belgische onderdanen; ze zijn geen Belgische burgers; zij kunnen *den staat van Belg verwerven door het burgerschap* of door eene andere, *bij de wet te bepalen wijze van verkrijging der Belgische nationaliteit.* »

Spruit daaruit niet voort, dat, om Belgisch burger te kunnen worden, de inboorling, ofschoon hij in Belgisch-Congo verblijft, zijn burgerschap in België moet bekomen, m. a. w. overeenkomstig de Belgische wet, en dat zijn verblijf in Congo zonder uitwruksel is, zelfs te zijnen opzichte, inboorling, bewoner van Belgisch-Congo?

Is dit het geval met den inboorling, *met een Belgischen onderdaan*, is dit dan ook niet met des te meer reden het geval met een vreemdeling, een Rumeniër, die noch Belg, noch Congolees is?

Merken wij aan, dat de Onafhankelijke Congostaat niet bij België werd *ingelijfd*; de souvereine Vorst stond, bij verdrag, zijne souvereiniteit af over de landstreken die er het voorwerp van uitmaakten. Dit wordt uitdrukkelijk gezegd in het eerste artikel van het verdrag : « Zijne Majesteit de Koning-Souverein verklaart aan België de *souvereiniteit af te staan over de landstreken* die den Onafhankelijken Congostaat uitmaken, met al de daaraan verbonden rechten en verplichtingen. De Belgische Staat verklaart dien afstand te aanvaarden... »

- Artikel 4 bepaalt : « De datum, waarop *België* de uitoefening van *zijn* recht van *souvereiniteit* over de bij artikel 1 bedoelde *landstreken* op zich zal nemen, zal... »

Het geldt eenigszins eene opvolging van België, zooals dit bestaat, in de macht van den Souvereinen Vorst van Congo, op dezès grondgebied, doch niet eene eenvoudige inlijving krachtens welke het ingelijfde grondgebied een wezenlijk deel van het grondgebied van den *inlijvenden* Staat wordt en de inboorlingen van Congo Belgische onderdanen worden.

Aan den nieuwen Souverein behoort voortaan het recht, de burgerlijke rechten, de nationaliteit, de burgerrechten der Congoleezen te regelen.

Nu, hieromtrent is er hoegenaamd niets bepaald noch door het Verdrag tot afstand, noch door de organieke wet van 18 October 1908.

Waren nochtans de Senaatscommissie, de Senaat, de Kamercommissie, de Kamer, de Belgische wetgever, van meening dat de Congoleezen, die de evenachtsbosschen bewonen, uit hoofde van dit verblijf zouden genaturaliseerd zijn en Belgen zouden worden evenals de vreemdelingen, die in België zijn gevestigd en er leven onder het beheer van onze wetten, van onze instellingen, van onze zeden?

* * *

Hoe zouden zij voldoen aan de vereischte van verblijf, gesteld bij onze wet op het bekomen van burgerschap in België, wanneer onze wet

betreffende het bekomen van burgerschap op hen niet van toepassing is en hun verblijf in Congo er is geregeld, omschreven en er, volgens hunne eigene wet, eene juridische uitwerking heeft?

Artikel 60 der gewijzigde kieswet van 30 April 1910 (*Staatsblad van 4 Mei 1910*) luidt: « *De Belg, die in den vreemde een ambt uitoefent, door de Belgische regeering begeven, of zich voor een beperkten tijd vestigt in de Belgische Congokolonie, wordt ingeschreven of behouden op de kiezerslijsten der gemeente waar hij, op het oogenblik van zijne benoeming of van zijn vertrek naar de kolonie, zijn laatste verblijf van ten minste één jaar had.* »

Heeft de wetgever niet te verstaan te geven dat die *Belg* zijne verblijfplaats in België had verlaten?

* * *

De Belgische wet van 1881 op het bekomen van burgerschap in België eischt het *verblijf*. Zoo het verblijf vereischt voor het verleenen van Staatsburgerschap, welk de *politieke* rechten geeft, van langeren duur moet zijn dan het verblijf vereischt voor het verleenen van gewoon burgerschap, toch blijft de aard er van dezelfde. De wetgever bepaalt niet. Doch niemand twijfelt er aan, dat men werkelijk, gestadig ergens moet gewoond hebben, waaruit volgt dat de verblijvende zich aan onze wetten, onze instellingen, onze zeden heeft gewend, dat hij zich aan het land hecht en zich heeft voorbereid om er burger van te worden. Doet dat niet een werkelijk verblijf in België veronderstellen?

Nogmaals, heeft de wetgever van 1908 die vreemdelingen, in België verblijvende, willen gelijkstellen met de bewoners van het Congoleesch grondgebied waarover wij de souvereiniteit hebben bekomen, en bijgevolg die vreemdelingen willen gelijkstellen met de Congoleesche inboorlingen en dezen willen toelaten tot Staatsburgerschap zonder verblijf in België?

* * *

Daaruit blijkt dat het ten minste twijfelachtig is, dat het verblijf in Congo kan gelijkgesteld worden met het verblijf in België.

Welke ook de zienswijzen wezen van de leden der Commissie en der Kamer aangaande dat vraagstuk, de Commissie stelt vast dat, volgens de rechtspraak der Wetgeving, het niet noodig is de quaestie op te lossen door eene beslissing die overigens geene verklarende wet zou zijn, doch eene akte van de wetgeving *sui generis* en voor een *bijzonder geval*.

Het Parlement heeft, trouwens, zonder tegenstand te ontmoeten, door eene bijzondere bepaling gewoon burgerschap verleend aan zekere personen, zelfs wanneer zij, in een volstrekt vreemd land wonend, geen verblijfplaats in België hadden; soortgelijke bepalingen werden genomen, onder andere, ten voordeele van Nederlandsche Limburgers, bedienden van den « Grand Central ».

Een gansch bijzonder geval was dat van den heer Lodewijk-August Turck, beambte bij de Turksche spoorwegen, verblijvende in Europeesch Turkije;

hij was in België geboren en had in het Belgisch leger gediend, maar hij was van Westfalischen oorsprong. Op het verslag van den achtbaren heer Ouverleaux nam de Commissie, volgens vroeger genomen beslissingen, het volgende besluit : « Onder zulke omstandigheden kan de Commissie enkel aan de Kamer voorleggen een bijzonder ontwerp, houdende verleening van burgerschap met vrijstelling van de voorwaarden van verblijf binnen de laatste vijf jaren. » (Kamerstukken, 1901-1902, n^r 94). Zonder tegenspraak werd het door de beide Kamers goedgekeurd en de Koning heeft het bekrachtigd.

De heer Andreiu had zich in België gevestigd en was er in het huwelijk getreden ; hij oefende er het beroep uit van advocaat, krachtens machtiging van de Belgische Regeering ; hij wilde België dienen en heeft het gediend in Congo vóór en na de overname door België ; hij is niet vertrokken om in de Belgische kolonie het ambt te bekleeden, waartoe hij, na de overname, bepaald werd benoemd, zonder burgerschap, zonder den titel van Belgisch burger aan te vragen.

De Commissie verkiest, naar de aangehaalde voorbeelden te verwijzen ; zij heeft de eer u voor te stellen, gewoon burgerschap te verleenen aan den heer Andreiu, met vrijstelling, *in zooverre het noodig is*, van de voorwaarde van verblijf gedurende de laatste vijf jaren.

De Voorzitter-Verslaggever,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

PROJET DE LOI.

Vu la demande de Cyrille ANDREIU, juge au tribunal d'Elisabethville (Congo belge), né à Braïla (Roumanie), le 13 juillet 1874, tendant à obtenir la naturalisation ordinaire;

Attendu que le pétitionnaire a justifié de la condition d'âge exigée par l'article 3 de la loi du 6 août 1881 et qu'il y a lieu de le dispenser de la condition de résidence imposée par ledit article;

Attendu que les formalités prescrites par l'article 6 de la même loi ont été observées;

ARTICLE UNIQUE.

La naturalisation ordinaire est accordée à Cyrille ANDREIU.

WETSONTWERP.

Gezien de aanvraag van Cyriel ANDREIU, rechter bij de rechtbank te Elisabethville (Belgische Congo), geboren te Braïla (Rumenië) den 13^e Juli 1874, strekkende tot het verkrijgen van het gewoon burgerschap;

Aangezien de verzoeker het bewijs heeft geleverd, dat hij voldoet aan de ouderdomsvoorwaarde, vereischt door artikel 3 der wet van 6 Augustus 1881, en dat er reden bestaat om hem te ontslaan van de voorwaarde van verblijf, door gezegd artikel opgelegd;

Aangezien de voorschriften van artikel 6 derzelfde wet werden nageleefd;

EENIG ARTIKEL.

Gewoon burgerschap wordt verleend aan Cyriel ANDREIU.

I.

N° 3454. — *Aanvraag van den heer ANDREAS-MARIA-JOZEF DES HAYS
DE GASSART.*

MIJNE HEEREN,

De heer des Hays de Gassart, geboren te Saint-Paul-de-Courtonne (Frankrijk) den 20ⁿ April 1875, vraagt gewoon burgerschap aan.

Ingeschreven in de bevolkingsregisters te Anderlecht den 15ⁿ Octobre 1906, vertrok hij in 1907 naar Congo waar hij thans het ambt van plaatsvervangend rechter vervult bij de rechtbank van Lusambo.

Hij huwde te Brussel, den 8ⁿ October 1904, met eene Belgische vrouw.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Frankrijk en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

De heer des Hays de Gassart bevindt zich in den toestand, dien de Commissie heeft nagegaan en gekenmerkt bij het onderzoek van de aanvraag van den heer Andreiu.

Hij was gevestigd in ons land; hij is er in het huwelijk getreden; hij hechtte er zich aan als aan een nieuw vaderland; door het uitoefenen van rechterlijke ambten diende hij België in Congo, zoowel vóór als na den afstand der Souvereiniteit aan den Belgischen Staat; alvorens te vertrekken om in Congo den post te bekleeden, waartoe hij benoemd was, vroeg hij het burgerschap aan; hij was inderdaad overtuigd, evenals de heer Andreiu, dat hij burger kon worden van het land dat hij diende.

De Commissie heeft de eer U voor te stellen, zooals zij het voorstelt voor den heer Andreiu, hem het gewoon burgerschap te verleenen met vrijstelling van verblijf gedurende de laatste vijf jaren.

De Voorzitter-Verslaggever,

JUSTIN VAN CLEEEMPUTTE.

PROJET DE LOI.

Vu la demande de André-Marie-Joseph DES HAYS DE GASSART, juge-suppléant au tribunal de Lusambo (Congo belge), né à Saint-Paul-de-Courtonne (France), le 20 avril 1875, tendant à obtenir la naturalisation ordinaire;

Attendu que le pétitionnaire a justifié de la condition d'âge exigée par l'article 3 de la loi du 6 août 1881 et qu'il y a lieu de le dispenser de la condition de résidence imposée par ledit article;

Attendu que les formalités prescrites par l'article 6 de la même loi ont été observées;

ARTICLE UNIQUE.

La naturalisation ordinaire est accordée à André-Marie-Joseph DES HAYS DE GASSART.

WETSONTWERP.

Gezien de aanvraag van Andreas-Maria-Jozef DES HAYS DE GASSART, plaatsvervangend rechter bij de rechtbank te Lusambo (Belgische Congo), geboren te Saint-Paul-de-Courtonne (Frankrijk) den 20ⁿ April 1875, strekkende tot het verkrijgen van het gewoon burgerschap;

Aangezien de verzoeker het bewijs heeft geleverd, dat hij voldoet aan de ouderdomsvoorwaarde, vereischt door artikel 3 der wet van 6 Augustus 1881, en dat er reden bestaat om hem te ontslaan van de voorwaarde van verblijf, door gezegd artikel opgelegd;

Aangezien de voorschriften van artikel 6 derzelfde wet werden nageleefd;

EENIG ARTIKEL.

Gewoon burgerschap wordt verleend aan Andreas-Maria-Jozef DES HAYS DE GASSART.